

“Le tableau de l'encombrement dans les villes est de nature à faciliter l'adoption du bill Taft sur le logement”. L'article ajoute que la crise du logement dans une ville en particulier est si grave que 70,000 familles doivent partager leurs logis, et que 30,000 anciens combattants sont réfugiés dans des chambres, des cabines, des huttes, des camps de remorque ou chez des parents ou des amis. Il ajoute que c'est là la situation qu'a décrite aux membres du comité de la banque et de la monnaie, qui recueille des témoignages relatifs à ce projet de logement, M. George Edwards, président du conseil régulier de la ville de Détroit. Ce dernier parlait de l'état des choses dans sa ville, mais il a prétendu que ses observations valaient pour n'importe laquelle de trente-deux autres villes où l'on avait mis à l'étude le problème des mauvais logements. Il déclarait :

Un pays démocratique libre doit chercher à augmenter les revenus ou à diminuer les frais,—ou les deux à la fois,—jusqu'à ce que chaque famille puisse habiter une maison convenable.

Et il ajoutait :

Pas nécessairement une maison neuve, mais un logis qui puisse satisfaire à certaines exigences minimums de santé et de bien-être. Une maison à habiter, et non pas une maison dont on ne peut que rêver.

Le ministre du Commerce pourrait, dès maintenant, formuler un programme qui permettrait d'assurer de son vivant,—non pas du vivant de ses enfants ou petits-enfants,—une maison convenable pour chaque Canadien.

J'ai sous les yeux le rapport des séances du comité de la banque et de la monnaie du Sénat américain, tenues le 31 mars et le 1er avril. J'ai lu avec intérêt le mémoire qu'a présenté le très révérend Mgr John O'Grady, secrétaire exécutif de la *National Conference of Catholic Churches*. Il représente aussi plusieurs organismes nationaux, comme l'*American Association of Social Workers*, l'*American Association of University Women*, l'*American Council on Education*, la *Home Economics Association*, l'*American Veterans' Committee*, l'*Association of Jewish Centre Workers*, la *National Conference of Catholic Charities*, le *Congress of Parents and Teachers*, et ainsi de suite. Le très révérend Mgr O'Grady a exposé les principes généraux qui, de l'avis de ces groupements américains autorisés, devraient être à la base de tout programme de construction d'habitations. Il a déclaré ce qui suit :

Tout programme national de logement comporte implicitement l'idée d'assurer, à chaque famille américaine, une habitation convenable dans un milieu approprié. Un but accessoire,

mais également important, c'est l'établissement d'une industrie stable et forte de construction d'habitations, qui puisse apporter sa pleine contribution à une économie prospère fondée sur un maximum de production et d'emploi.

Un programme national de logement,—établi par le Congrès,—devrait avoir comme premier desideratum la réalisation aussi prochaine que possible du but qui consiste à assurer une habitation convenable, dans un milieu approprié à chaque famille américaine, comporter toute l'aide possible à l'entreprise privée afin que celle-ci puisse mieux satisfaire au besoin global de logements, et reconnaître clairement la nécessité de l'assistance fédérale pour résoudre le problème, particulier à certaines régions, de l'élimination des taudis, ainsi que pour la construction par les autorités publiques, de maisons convenables, à loyer modique, pour les familles dont le revenu est si faible qu'elles ne pourraient autrement être logées convenablement dans des habitations nouvelles ou déjà existantes, appartenant à des particuliers.

Dans le programme précis que ces associations ont élaboré, elles demandent qu'on entreprenne des recherches sur le logement; qu'on encourage et qu'on aide directement la construction; qu'on aide les citoyens en général à devenir propriétaires, surtout au moyen de projets coopératifs d'habitation sans but de lucre; qu'on encourage la construction de maisons de location et d'habitations à loyer modique. Elles rappellent un fait évident, depuis longtemps reconnu au Canada :

Il est avéré que, après les années d'enquêtes par le Congrès et d'autres organismes, on n'a encore proposé aucun nouveau programme en vue de l'aménagement de logements convenables à la portée des familles de nos petits salariés. On doit rejeter carrément et sans hésiter tout programme de logement de nature à aider toutes les classes de la société sauf celles qui ont le plus besoin d'assistance. Il convient donc d'amplifier le présent programme de construction de logis à loyer modique et de le modifier, au besoin, afin de l'adapter aux prix courants et aux circonstances actuelles.

On souligne ensuite la nécessité de supprimer les taudis, d'encourager les mesures d'urbanisme, de fournir des logements aux anciens combattants et de pourvoir à la construction d'habitations rurales. Si le ministre ne veut pas accepter les propositions qui émanent de notre groupe, qu'il accepte au moins celles qu'a formulées à sa réunion annuelle l'Association canadienne des entrepreneurs ainsi que les opinions exprimées par tant d'organismes influents devant le comité de la banque et de la monnaie du Sénat américain, à Washington.

Je me proposais de parler de deux entreprises publiques de logement que j'ai visitées aux Etats-Unis il y a quelques temps, l'une à New-Haven et l'autre dans la zone d'East River à New-York. Mais, vu le temps restreint dont je dispose, je me contenterai de signaler que les loyers exigés pour ces habitations